

RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE

**Décision du 28 septembre 2000
portant délégation de signature**NOR : *EQUT0010170S*

Le président de Réseau ferré de France,

Vu la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire ;

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France, et notamment l'article 39 ;

Vu le décret du 14 mai 1997 portant nomination du président de Réseau ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 22 janvier 1998, modifiée le 22 octobre 1998, par laquelle ledit conseil a délégué une partie de ses pouvoirs à son président ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 11 juillet 2000 définissant les principes de délégation par le président d'une partie de ses compétences aux responsables de l'établissement ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 9 mars 2000 arrêtant la structure générale de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 12 mai 2000 portant organisation de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 15 mai 2000 portant nomination de M. Lebrun (Dominique), en qualité de directeur de cabinet,

Décide :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Lebrun (Dominique), directeur de cabinet, pour signer, dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues et notamment celles relatives au fonctionnement du cabinet du président et du directeur général, dans le respect des procédures de l'établissement et à l'exception des affaires que le président se réserve, toute autorisation de passation de contrats, conventions ou marchés ainsi que de leurs avenants dont le montant ne dépasse pas 1 million de francs.

Article 2

Délégation est donnée, dans les mêmes conditions, à M. Lebrun (Dominique) pour signer tous contrats, conventions ou marchés ainsi que leurs avenants, dont le montant ne dépasse pas 5 millions de francs.

Article 3

Délégation est donnée, dans les mêmes conditions, à M. Lebrun (Dominique) pour signer toute demande de participation financière dans la limite de 100 000 F.

Fait en trois exemplaires originaux.

C. Martinand